

**Réponse de Direct Energie à la consultation de la CRE
sur l'évolution des places de marché de gaz en France**

Remarques d'ensemble:

Direct Energie souhaite en préambule formuler les remarques suivantes sur la consultation :

- Si les coûts afférents aux différentes solutions envisagées (contractuelles et/ou investissement, hormis pour le cas des zones Sud/Tigf) sont clairement exposés dans le document de consultation, aucun bénéfice pour les consommateurs finaux et/ou les fournisseurs/expéditeurs n'est mentionné.
- Avant toute décision, il est nécessaire qu'une analyse coût / bénéfice soit menée. DE ne comprend pas pourquoi ces éléments ne sont pas mentionnés dans la consultation de la CRE, étant donnés les enjeux économiques. En l'absence de cette analyse pourtant cruciale, il est dès lors difficile d'émettre des réponses fermes aux questions formulées par la CRE.

Question 1 : Jugez-vous souhaitable de poursuivre la consolidation des PEGs ? Pensez-vous que le maintien de la structure actuelle des PEGs est une option envisageable ?

- La poursuite de la consolidation des PEG n'est souhaitable que si elle apporte un bénéfice pour le consommateur final (c'est-à-dire que les bénéfices attendus soient plus élevés que les coûts de mise en œuvre)
- Le maintien de la structure actuelle est envisageable, en l'absence de bénéfice avéré, même si la création d'une zone unique serait évidemment plus pratique pour les expéditeurs.

Question 2: Etes-vous favorable à l'harmonisation des procédures et des systèmes d'information de GRTgaz et TIGF liés à ces évolutions? Pensez-vous souhaitable que les deux GRT français adhèrent à la plate-forme commune de commercialisation des capacités annoncée en avril 2012 ?

- Direct Energie est favorable à ces dispositions

Question 3 : Que pensez-vous des conclusions de l'étude KEMA ? Partagez-vous l'analyse de la CRE ?

- DE considère que les coûts associés à une fusion des zones Nord et Sud par le biais de solutions uniquement contractuelles seront totalement incertains et non-maitrisables
- En conséquence, DE est défavorable à la mise en place d'un tel système

Question 4 : Dans le contexte actuel, jugez-vous pertinent d'engager des investissements d'une telle ampleur au regard des bénéfices attendus ?

- Les coûts associés aux investissements envisagés devront être répercutés dans les Tarifs Réglementés de Ventes (TRV).
- Dans un contexte de gel des TRV, et sans visibilité sur leurs évolutions, il n'est pas envisageable pour DE que des investissements d'une telle ampleur (1.8 Md€) soient entrepris sans chiffrage du bénéfice attendu pour le consommateur.

Question 5 : Quel jugement portez-vous sur la solution proposée par GRTgaz associant investissements et mécanismes contractuels ?

- Idem question 4.

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la création d'un PEG commun GRTgaz Sud - TIGF ?

- La création de ce PEG commun n'occasionnant pas de coûts, il est urgent de le mettre en place, sans attendre 2015.

Question 7 :

- **Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG unique GRTgaz Nord et Sud ?**
Non, car le couplage de marché n'est qu'une solution contractuelle de court-terme ne permettant pas aux expéditeurs de bénéficier de la visibilité dont ils ont besoin.
- **Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une solution alternative à la création d'un PEG commun GRTgaz Sud et TIGF ou une première étape avant ce PEG commun ? Dans cette hypothèse, comment traiter la coexistence éventuelle d'un prix nul pour la capacité court terme avec le prix actuel de la capacité ferme réservée à long terme à l'interface GRTgaz Sud-TIGF ?**
Non (idem ci-dessus).

Question 8 : Partagez-vous l'analyse comparée de la CRE des différentes options envisageables ?

- Hormis pour la fusion des zones Sud/Tigf qui ne génère pas de coûts, il est nécessaire qu'une analyse coût / bénéfice pour le consommateur final soit menée avant toute décision.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE ? Pensez-vous que le maintien du PEG TIGF soit envisageable à long terme ? Pensez-vous que le rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol soit une option réalisable à court ou moyen terme ?

- Le maintien du PEG TIGF à long-terme n'est pas souhaitable (cf. réponses précédentes), et TIGF et GRT-Gaz doivent être incités à trouver un accord au plus vite.

Question 10 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les options cibles envisageables ? Laquelle des trois cibles a votre préférence ?

- La question de la cible ne peut pas être traitée sans analyse coût / bénéfice pour le consommateur final

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'une évolution rapide de la structure du marché ? Pensez-vous nécessaire que les premières évolutions interviennent au plus tard en 2015 ?

- DE considère en effet qu'une évolution rapide de la structure du marché est nécessaire, notamment par une fusion des zones Sud et TIGF sans attendre 2015.

Question 12 : Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE sur les évolutions possibles au 1er avril 2015 ? Laquelle des deux options à votre préférence ? Dans le cas du PEG GRTgaz unique, faudrait-il décider simultanément de la mise en place d'un couplage de marché entre GRTgaz Sud et TIGF ? Dans le cas du PEG commun GRTgaz Sud - TIGF, faudrait-il lancer simultanément les études pour le doublement de l'artère de Bourgogne ?

- Concernant la création d'un PEG unique, il est avant tout nécessaire de chiffrer les bénéfices attendus
- Les études sur le doublement de l'artère de Bourgogne pourront être menées dans le cas d'un PEG commun Sud-TIGF, mais sans que cela constitue un prérequis

Question 13 : Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

- Cf. remarques liminaires